

RAPPORT ANNUEL

Exercice au 31 décembre 2018



OFI RS DYNAMIQUE

FCP

Commercialisateur

OFI ASSET MANAGEMENT - 22 rue Vernier - 75017 Paris

Société de Gestion

OFI ASSET MANAGEMENT - 22 rue Vernier - 75017 Paris

Dépositaire et Conservateur

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

Gestion administrative et comptable :

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

Sommaire

Rapport de Gestion

Comptes Annuels
au 31 décembre 2018

Rapport du Commissaire
aux Comptes

ORIENTATION DE GESTION

Objectif de gestion

Le Fonds a pour but de surperformer, sur un horizon de placement recommandé supérieur ou égal à cinq ans, son indicateur de référence, avec pour objectif de maintenir la volatilité du portefeuille inférieure à 15% par an.

Indicateur de référence

L'indice de référence est l'indice composite suivant : 50% de l'indice EuroStoxx Dividendes Nets Réinvestis + 33% de l'indice Bofa Merrill Lynch Euro Government Index + 17% de l'indice Markit Iboxx Euro Liquid Corporate. Cet indice composite ne définit pas de manière restrictive l'univers d'investissement mais permet à l'investisseur d'appréhender la performance et le risque qu'il peut attendre de son investissement dans le Fonds.

Le Fonds n'a pas pour autant l'objectif de reproduire d'une manière ou d'une autre la performance de cet indice. Il réalise des investissements sur la base de critères qui peuvent le conduire à des écarts significatifs avec le comportement de cet indice.

Stratégie de gestion

L'univers d'investissement du Fonds est défini par l'ensemble des actions de la zone euro, des obligations (souverain, entreprises, high yield - à caractère spéculatif - convertibles) libellées en euro et des instruments monétaires libellés en euro.

Sur la base d'une allocation dynamique, la gestion investit sur des titres vifs, des OPC et/ou des contrats financiers, correspondant à son univers d'investissement, sans toutefois chercher à répliquer la pondération de l'indice composite.

L'allocation entre les différentes catégories d'actifs s'effectue en respectant les contraintes d'exposition suivantes :

- Actions : de 0 à 100% de l'actif net,
- Obligations : de 0 à 100% de l'actif net ;
- Instruments monétaires : de 0 à 100% de l'actif net.

Le Fonds ne sera pas directement exposé au risque de change. Il pourra être exposé indirectement dans la limite de 10% à travers les OPC sélectionnés.

Sur la base de son univers d'investissement, la gestion procède, trimestriellement ou en tant que de besoin en fonction des conditions du marché, à une allocation stratégique, basée sur un modèle quantitatif développé au sein du Groupe OFI, entre les différentes classes d'actifs afin de gérer leurs contributions au risque global. Ce modèle ne se base en aucun cas sur des hypothèses d'estimations de performances futures, ni d'analyse de tendance, mais uniquement sur des niveaux de volatilité et de corrélations entre les actifs. Le respect de l'objectif de maintien de la volatilité à un niveau inférieur à 15% pourra impliquer une réduction de l'effet de levier du Fonds et ainsi une moindre performance en lien avec la réduction du niveau de risque de l'OPC. En fonction des conditions de marché et de ses vues, le gérant a par la suite toute latitude pour procéder de manière discrétionnaire à une allocation tactique qui viendra modifier l'allocation stratégique par la mise en place de couvertures ou expositions spécifiques via des contrats financiers.

La stratégie d'investissement en actions consiste en une sélection de titres de sociétés cotées au sein d'un univers d'investissement large composé de titres de la zone euro et accessoirement dans des valeurs en dehors de la zone euro mais émises en euros.

Dans ce cadre, le portefeuille est géré de manière active, sur la base d'investissements dynamiques sur ces valeurs. Ainsi, la répartition géographique et sectorielle du portefeuille est une résultante de l'ensemble des choix individuels de sociétés cibles de l'univers d'investissement et peut différer sensiblement de l'indicateur de référence.

En fonction des conditions de marché, le gérant décidera d'une allocation des poids sur chaque segment obligataire. La sélection des titres est faite sur la base de plusieurs niveaux d'analyses que sont : Analyse macroéconomique – Analyse financière – Sélection des émetteurs.

Le Fonds peut investir tant sur des obligations de catégorie « Investment Grade » que sur des titres de catégorie « haut rendement » (« High Yield » i.e. « catégorie spéculative » ou « Speculative Grade »), libellés en euro. Il peut également intervenir sur des obligations non notées. Le portefeuille peut également investir en obligations convertibles libellées en euros.

Pour la partie sélection action et sélection obligataire, le gérant complète concomitamment son étude par l'analyse de critères extra financiers afin de privilégier une sélection « Investissement Socialement Responsable » (ISR) des sociétés en portefeuille. Cette étude est réalisée en prenant en compte des éléments Environnementaux, Sociétaux et de Gouvernance.

L'équipe d'analyse ISR définit un référentiel sectoriel des enjeux clés (Environnement, Social, Gouvernance listés ci-dessus), en sélectionnant pour chaque secteur d'activité les enjeux ESG les plus importants pour ce secteur.

Les notes ESG des sociétés sont utilisées pour établir un score ISR correspondant au classement de la note ESG de l'émetteur par rapport aux autres acteurs de son super secteur ICB (niveau 2). Le score ISR est établi sur une échelle de 0 à 5 – le niveau de 5 correspondant à la note meilleure ESG du secteur.

En fonction de ce score, une catégorie ISR est attribuée à chaque société : Leaders – Impliqués – Suiveurs – Incertains – Sous Surveillance. Les OPC ISR susceptibles d'être sélectionnés par le présent Fonds, font également l'objet d'une notation par transparence, via le calcul du Score ISR moyen pondéré du portefeuille. Par convention, pour l'établissement des catégories ISR tel que décrit ci-dessus, ils sont considérés comme appartenant au secteur « Banks ».

Processus pour les placements actions

Les catégories ISR sont déterminées au sein de l'indice Eurostoxx, au niveau de chaque super-secteur ICB (niveau 2). L'univers d'investissement éligible est défini par l'exclusion de l'univers d'investissement des sociétés présentant la catégorie ISR « Sous Surveillance ».

Pour rappel : la classification ICB est une classification sectorielle internationale permettant de faciliter la comparaison des entreprises selon 4 niveaux de classification. La classification ICB distingue 10 industries (ICB1), puis à l'intérieur de ces industries, 19 super-secteurs (ICB2), 41 secteurs (ICB3) et 114 sous-secteurs (ICB4). Chaque valeur est classée uniquement dans l'un de ces 114 sous-secteurs, selon sa source principale de revenu.

Processus pour les placements taux et les OPC

Les catégories ISR sont déterminées au niveau de l'Univers de l'ensemble des émetteurs analysés (soit environ 2700 actuellement). L'univers d'investissement éligible est défini par l'exclusion de l'univers d'investissement des émetteurs privés et des Etats présentant la catégorie ISR « Sous Surveillance ».

Enfin, au niveau de la sélection des OPC, le processus s'effectue en 3 étapes principales : identification de produits comparables en eux, analyse quantitative et qualitative du comportement des produits les plus performants par famille et validation d'une sélection par une analyse approfondie des portefeuilles et processus de gestion. La stratégie d'investissement du Fonds pourra être intégralement déployée à travers des OPC, qui pourront représenter 100% de l'actif net.

Le Fonds peut intervenir sur des contrats financiers, à terme ferme ou conditionnel, négociés sur des marchés réglementés et organisés français et étranger et/ou de gré à gré. Sur ces marchés, le Fonds peut recourir en couverture ou en exposition aux produits suivants : futures - options - swaps de taux d'intérêt - Caps, Floors – CDS mono-émetteurs et/ou Indices de CDS et/ou Options sur Indices de CDS.

Profil des risques

Le Fonds sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de Gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

L'investisseur est exposé directement ou indirectement aux risques ci-dessous, lesquels ne sont pas limitatifs.

Risque de perte en capital

L'investisseur est averti que la performance du Fonds peut ne pas être conforme à ses objectifs, y compris sur la durée de placement recommandée et que son capital peut ne pas lui être intégralement restitué, le Fonds ne bénéficiant d'aucune garantie ou protection du capital investi.

Risque inhérent à la gestion discrétionnaire

La gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés. Il existe un risque que le Fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

Risque actions

Le Fonds est investi ou exposé sur un ou plusieurs marchés d'actions qui peuvent connaître de fortes variations. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que les variations des cours des valeurs en portefeuille et/ou le risque de marché entraîneront une baisse significative de la valeur liquidative du Fonds.

Risque de taux d'intérêt

En raison de sa composition, le Fonds peut être soumis à un risque de taux. Ce risque résulte du fait qu'en général le prix des titres de créances et des obligations baisse lorsque les taux augmentent. La valeur liquidative baissera en cas de hausse des taux d'intérêt.

Risque de liquidité

Du fait de son orientation de gestion, le Fonds peut être exposé aux petites et moyennes capitalisations qui, compte tenu de leurs caractéristiques spécifiques peuvent présenter un risque de liquidité. En raison de l'étroitesse du marché, l'évolution de ces titres est plus marquée à la hausse comme à la baisse.

Risque de crédit

Dans le cas d'une dégradation des émetteurs privés ou publics, ou de leur défaillance, la valeur des obligations privées peut baisser ; la valeur liquidative du Fonds baissera en conséquence.

Risque lié à la détention d'obligations convertibles

Le Fonds peut être exposé aux obligations convertibles ; ces dernières peuvent faire apparaître une sensibilité action résiduelle et connaître de fortes variations liées à l'évolution des cours des actions sous-jacentes. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que la valeur liquidative du Fonds baissera en cas d'évolution défavorable.

Risque de contrepartie

Il s'agit du risque lié à l'utilisation par le Fonds d'instruments financiers à terme, de gré à gré. Ces opérations conclues avec une ou plusieurs contreparties éligibles, exposent potentiellement le Fonds à un risque de défaillance de l'une de ces contreparties pouvant conduire à un défaut de paiement qui fera baisser la valeur liquidative.

Risque de modèle

Le processus de gestion du Fonds repose en partie sur l'utilisation d'un modèle propriétaires servant à déterminer le niveau de risque d'un actif vis-à-vis des autres actifs en portefeuille. Il existe un risque que ce modèle ne soit pas efficient. La performance du Fonds peut donc être inférieure à l'objectif de gestion.

Risque lié au marché des obligations High Yield à caractère spéculatif

Cet OPCVM doit être considéré comme en partie spéculatif et s'adressant plus particulièrement à des investisseurs conscients des risques inhérents aux investissements dans des titres dont la notation est basse ou inexistante. Ainsi, l'utilisation de titres « haut rendement / High Yield » pourra entraîner un risque de baisse de la valeur liquidative plus important.

De façon accessoire, l'investisseur peut également être exposé au risque suivant :

Risque de change

Ce risque correspond au risque de variation des devises étrangères affectant les OPC détenus par le Fonds. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que la valeur liquidative du Fonds baissera en cas d'évolution défavorable du cours des devises autres que l'euro.

METHODE CHOISIE PAR LA SOCIETE DE GESTION POUR MESURER LE RISQUE GLOBAL DE L'OPC

L'engagement est calculé selon la méthode probabiliste avec une VaR absolue sur un horizon d'une semaine avec une probabilité de 95%. Cette VaR ne devra pas excéder 5% de l'actif net.

Le niveau de levier maximal du Fonds, donné à titre indicatif, calculé comme la somme des nominaux des positions sur les instruments financiers à terme utilisés, est de 200%. Cependant, en fonction de la situation des marchés, le Fonds se réserve la possibilité d'atteindre un niveau de levier plus élevé.

INFORMATIONS RELATIVES A LA VAR

OFI RS DYNAMIQUE	VaR 5d 95% sur 2018
Moyenne	2,42%
Maximum	2,98%
Minimum	2,03%

CHANGEMENT(S) INTERVENU(S) AU COURS DE L'EXERCICE

A compter du 24 janvier 2018, les changements intervenus ont été les suivants :

- Changement d'exercice comptable : dernier jour de bourse ouvert à Paris du mois de décembre de chaque année. Par exception, le Fonds a clôturé une dernière fois le dernier jour de bourse ouvert à Paris du mois de mars 2018. Un rapport annuel d'une durée exceptionnelle de 9 mois est réalisé le dernier jour de bourse ouvert à Paris du mois de décembre 2018 ;
- Pour la part N, changement d'affectation au profit de distribution pure - les frais de gestion ont été ramenés à 0.55% au lieu de 1%.

Puis, le 26 janvier 2018, création de la part RF réservée aux investisseurs souscrivant via des distributeurs ou intermédiaires :

- Soumis à des législations nationales interdisant toutes rétrocessions aux distributeurs ;
- Fournissant un service de conseil indépendant au sens de la réglementation européenne MIF2 ;
- Fournissant un service de gestion individuelle de portefeuille sous mandat.

CHANGEMENT(S) A VENIR

Néant.

PROCEDURE DE CHOIX DES INTERMEDIAIRES

Le Groupe OFI a mis en place une procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires de marchés qui permet de sélectionner, pour chaque catégorie d'instruments financiers, les meilleurs intermédiaires de marchés et de veiller à la qualité d'exécution des ordres passés pour le compte de nos OPC sous gestion.

Les équipes de gestion peuvent transmettre leurs ordres directement aux intermédiaires de marchés sélectionnés ou passer par la table de négociation du groupe OFI, la Société OIS.

Ce prestataire assure la réception transmission des ordres, suivie ou non d'exécution, aux intermédiaires de marchés sur les instruments financiers suivants : Titres de créance, Titres de capital, Parts ou Actions d'OPC, Contrats Financiers.

L'expertise de ce prestataire permet de séparer la sélection des instruments financiers (qui reste de la responsabilité de la Société de Gestion) de leur négociation tout en assurant la meilleure exécution des ordres.

Une évaluation multicritères est réalisée semestriellement par les équipes de gestion du Groupe OFI. Elle prend en considération, selon les cas, plusieurs ou tous les critères suivants :

- Le suivi de la volumétrie des opérations par intermédiaires de marchés ;
- L'analyse du risque de contrepartie et son évolution (une distinction est faite entre les intermédiaires « courtiers » et les « contreparties ») ;
- La nature de l'instrument financier, le prix d'exécution, le cas échéant le coût total, la rapidité d'exécution, la taille de l'ordre ;
- Les remontées des incidents opérationnels relevés par les gérants ou le Middle Office.

Au terme de cette évaluation, le Groupe OFI peut réduire les volumes d'ordres confiés à un intermédiaire de marché ou le retirer temporairement ou définitivement de sa liste de prestataires autorisés.

Cette évaluation pourra prendre appui sur un rapport d'analyse fourni par un prestataire indépendant.

La sélection des OPC s'appuie sur une triple analyse :

- Une analyse quantitative des supports sélectionnés ;
- Une analyse qualitative complémentaire ;
- Une Due Diligence qui a vocation à valider la possibilité d'intervenir sur un fonds donné et de fixer des limites d'investissements sur le fonds considéré et sur la société de gestion correspondante.

Un comité post-investissement se réunit tous les semestres pour passer en revue l'ensemble des autorisations données et les limites consommées.

Pour l'exécution sur certains instruments financiers, la Société de Gestion a recours à des accords de commission partagée (CCP ou CSA), aux termes desquels un nombre limité de prestataires de services d'investissement :

- Fournit le service d'exécution d'ordres ;
- Collecte des frais d'intermédiation au titre des services d'aide à la décision d'investissement ;
- Reverse ces frais à un tiers prestataire de ces services.

L'objectif recherché est d'utiliser dans la mesure du possible les meilleurs prestataires dans chaque spécialité (exécution d'ordres et aide à la décision d'investissement/désinvestissement).

FRAIS D'INTERMEDIATION

Vous trouverez sur le site Internet du Groupe OFI à l'adresse suivante : https://www.ofi-am.fr/corporate/pdf/info-reglementaire_politique-selection-execution.pdf toutes les mesures prises pour appréhender les nouvelles dispositions réglementaires liées à la MIF.

Est notamment présent le compte- rendu relatif aux frais d'intermédiation en application de l'article 314-82 du Règlement Général de l'AMF à l'adresse suivante : https://www.ofi-am.fr/corporate/pdf/info-reglementaire_CR-frais-intermediation.pdf

INFORMATIONS RELATIVES AUX REMUNERATIONS DE L'OPCVM

Dans le cadre de la mise en application de la Directive N° 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (dite OPCVM V), la Société a mis en place une politique de rémunération dont les caractéristiques sont les suivantes :

1) Eléments qualitatifs

La politique de rémunération de la Société a été établie par le Comité Stratégique du Groupe OFI.

Le Comité Stratégique est composé de représentants des actionnaires de la Société. Il fixe la politique de rémunération et s'assure de sa mise en œuvre.

La politique de rémunération de la Société promeut une gestion saine et efficace du risque, aligne à la fois les intérêts des investisseurs, de la Société et des gérants OPC, et tend à réduire les conflits d'intérêts potentiels entre les commerciaux et les investisseurs. Elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs et aux valeurs de la Société.

La rémunération fixe correspond à la rétribution normale du collaborateur pour la prestation attendue correspondant à sa qualification. La rémunération variable tient compte notamment du résultat de la Société, de ses besoins en fonds propres et de la qualité de la gestion et du service proposé aux investisseurs.

Personnel concerné par la politique de rémunération : toutes les personnes qui participent à la prise de risque au niveau des fonds ou de la Société : dirigeants, gérants, CIO, responsables des fonctions de contrôle, personnels assimilés par leur niveau de rémunération variable, commerciaux.

Appréciation de la performance et des risques : celle-ci est réalisée en fonction du personnel concerné.

La performance des gérants et responsables de gestion s'appuie sur des critères quantitatifs (classement de chaque fonds dans un univers témoin) et qualitatifs (réalisation d'objectifs, observation de la politique de gestion des risques, conformité avec les règlements internes ou externes, suivi des process de gestion, contribution des preneurs de risques aux risques opérationnels).

Concernant les dirigeants, les critères retenus se rapportent à la performance globale de l'entreprise (évolution du bénéfice d'exploitation, réalisation d'objectifs stratégiques, image, notoriété...).

Pour les fonctions de contrôle, les critères retenus ont traités aux risques opérationnels, réglementaires et réputationnels.

Enfin, la performance des commerciaux est appréciée sur des critères classiques dès lors qu'ils ne provoquent pas de conflits d'intérêts avec les porteurs : collecte, évolution du chiffre d'affaire, taux de pénétration, réussites de campagne, nouveaux clients...

Enveloppe de rémunération variable : sur la base d'une enveloppe globale, une partie est attribuée aux preneurs de risques et le reste aux autres personnels concernés. La répartition est ensuite faite par les managers en tenant compte des facteurs d'appréciation décrits ci-dessus.

Modalités de versement et mesures d'ajustement de la rémunération :

Pour les personnes dont la rémunération variable est inférieure à 200k€ ou bien à 30% du salaire fixe, celle-ci est versée immédiatement et en totalité en cash.

Pour les autres, la part qui ne serait pas versée en numéraire est versée sous forme de provisions, permettant ainsi de réaliser l'alignement des risques entre les différentes parties, (OPC, gérants et preneurs de risques) : provisions indexées sur un panier déterminé ou un panier global.

Une part (60%) est versée immédiatement, dont 50% en cash et 10% en provisions indexées, les 40% restant étant versés sous forme de provisions, libérées par tranches égales au cours des trois années suivantes, sans période de rétention.

Cette allocation pourra faire l'objet de révision à la baisse en fonction de l'évolution des critères quantitatifs et qualitatifs au cours des années suivantes, selon une notion de malus.

La mise à jour de la politique de rémunération au titre de la Directive N° 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (dite OPCVM V), a été validée par l'Autorité des Marchés Financiers le 20 juin 2017.

2) Eléments quantitatifs

Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel :

Sur l'exercice 2017, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) versées par OFI ASSET MANAGEMENT à l'ensemble de son personnel, soit **226 personnes** bénéficiaires au 31 décembre 2017 (*) s'est élevé à **25 229 708 euros**. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par OFI ASSET MANAGEMENT sur l'exercice 2017 : **18 629 708 euros, soit 73.84%** du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe ;
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par OFI ASSET MANAGEMENT sur l'exercice 2017 : **6 600 000 euros, soit 26.16%** du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, aucun « carried interest » n'a été versé pour l'exercice 2017.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice 2017, **2 920 117 euros** concernaient les « cadres dirigeants » (soit **16 personnes** au 31 décembre 2017), **8 081 973 euros** concernaient les « Gérants et Responsables de Gestion » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risques des fonds gérés (soit **80 personnes** au 31 décembre 2017).

() Moyenne sur l'année calculée prorata temporis).*

COMMENTAIRES DE GESTION

Contexte économique et financier exercice 2018

L'année 2018 a été atypique sur plusieurs plans et contraste de fait avec les exercices précédents.

L'exercice a été marqué par une succession de plusieurs séquences.

1. En premier lieu, sur l'évolution des données économiques. Le début d'année s'est inscrit dans la lignée de la précédente, à savoir un scénario de croissance mondiale soutenue. Les estimations initiales des grands instituts de conjoncture internationaux anticipaient un niveau d'activité élevé, ce qui donnait une croissance mondiale de près de 4%, signe d'une activité soutenue. A cette période, les indices « PMI » composites de l'activité se situaient entre 55 points et 60 points de part et d'autre de l'Atlantique, c'est-à-dire nettement au-dessus du seuil de 50 points qui marque la limite entre expansion et récession. A partir de février / mars, ces indicateurs se sont dégradés progressivement, jusqu'à s'accélérer à la baisse en fin d'année. Ainsi en décembre, les indicateurs se situaient autour de 51 points en zone euro, soit un net ralentissement, avec une dynamique un peu meilleure en Espagne et en Italie alors que l'Allemagne et les pays du Nord fléchissaient. La France étant déjà marginalisée, avec un indice à moins de 49 points, par l'action « des gilets jaunes ». Aux Etats-Unis, également, l'activité semble avoir ralenti, mais les indices sont moins clairs car les créations d'emplois ont battu des records et le taux de chômage reste proche des plus bas niveaux historiques. Dans les pays émergents, la situation semble en revanche se stabiliser dans de nombreux pays, mais l'attention et les inquiétudes se portent sur la Chine. Personne n'a vraiment confiance dans les statistiques officielles qui maintiennent un objectif autour de 6.5% car les autorités ont pris des mesures de relance budgétaire et financière (baisse des taux, assouplissement du taux de réserves obligatoires des banques etc...) qui suggèrent que le pays ralentit davantage. Finalement, la croissance mondiale a été révisée à la baisse tout au long de l'année, et les estimations se situent désormais autour de 3.7%, avec de bonnes probabilités d'être à nouveau révisées à de plus bas niveaux.
2. L'actualité économique se heurte également à une séquence politique anxiogène. Aux alentours du mois de mai, deux événements importants sont venus troubler la lecture économique déjà compliquée. L'un provenant des Etats-Unis, avec l'intensification des menaces commerciales américaines vis-à-vis de nombreux partenaires commerciaux, au premier rang desquels figure bien évidemment la Chine. L'autre venant de la zone euro, avec l'accession au pouvoir en Italie d'une coalition inédite et surtout anti-euro, provoquant une nouvelle fois, de vives tensions sur les marchés. En conséquence, ces événements et les menaces qu'ils véhiculent, ont semble-t-il eu un effet « auto réalisateur » sur la confiance des investisseurs et des agents économiques, mais hélas pas dans la bonne direction.

Ces événements ont naturellement eu des impacts significatifs sur les marchés financiers.

Taux d'intérêt

Le début d'année a donc été marqué par un début logique de normalisation des taux d'intérêt, avec une remontée des taux d'intérêt obligataires aux Etats-Unis et en Europe. Ainsi, le rendement du T Notes 10 ans US a rapidement atteint, et dépassé ponctuellement, la zone de 3%. Parallèlement, le rendement du Bund a dépassé 0.75% de rendement en début d'année, en harmonie avec le scénario économique ambiant.

Dans le même temps, les Banques Centrales ont accompagné ce mouvement de normalisation. Aux Etats-Unis, Jérôme Powell a pris ses fonctions en février 2018, et a plutôt réussi sa communication avec les marchés sur les orientations de la politique monétaire. Il s'inscrit ainsi dans la ligne de conduite de Janet Yellen. Le niveau des Fed Funds a été relevé à quatre reprises de 0.25% durant la période pour s'établir dans la fourchette 2.25% / 2.5% en fin d'exercice. En zone euro, il n'y a pas eu de modification du niveau des taux directeurs qui restent fixés entre -0.2% et 0%. Par ailleurs, la Réserve Fédérale des Etats-Unis (la FED) a déjà arrêté sa politique d'achat de titres alors que le programme de la Banque Centrale Européenne (BCE) a été réduit à partir de septembre et sera arrêté en 2019.

Mais, au vu du contexte décrit ci-dessus, ce mouvement de normalisation des taux d'intérêt a rapidement été mis entre parenthèses, et les taux se sont à nouveau détendus. En fin de période, le rendement du Bund 10 ans était ainsi revenu proche de son niveau du début de l'année autour de 0.25% alors que le T Notes 10 ans US était revenu nettement en dessous du seuil des 3%, autour de 2.75%. Dans le même temps, les dettes « périphériques » de la zone euro sont restées relativement stables, à l'exception de l'Italie qui a vu les taux à 10 ans se tendre jusqu'à près de 4% avant de se détendre en fin d'exercice une fois que la nouvelle coalition ait décidé de « rentrer dans les clous » d'une certaine discipline budgétaire vis-à-vis de Bruxelles.

Dans ce contexte, les spreads de crédit se sont écartés durant la majeure partie de l'année, que ce soit sur le segment Investment Grade ou « High Yield », avec des tensions de l'ordre de respectivement 65 points de base (bp) et 200 bp.

Les obligations émergentes ont également fait l'objet de retraits de capitaux, ce qui a pesé sur les cotations.

Dans ces conditions, les performances des marchés obligataires sont presque unanimement négatives.

De proche de 0% pour l'indice des obligations gouvernementales de la zone euro à -1.15% pour les obligations Investment Grade (IG), -3.6% pour le segment High Yield (HY) en Europe et -2.25% aux Etats-Unis (en USD). Les obligations émergentes abandonnent entre -5% et -7% sur les principaux indices, qu'ils soient libellés en devises fortes ou locales.

Les obligations convertibles sont doublement pénalisées, par l'écartement des spreads de crédit d'une part, mais aussi par la piètre performance des actions. Finalement, elles reculent de l'ordre de 5% en Europe.

Sur les devises, le dollar a gagné près de 5% vis-à-vis de l'euro, passant de 1.20 à 1.14, mais après avoir atteint la zone de 1.25 au début de l'année 2018. Le point le plus notable est la baisse de grandes devises émergentes : le Réal Brésilien recule ainsi de 18% (après avoir reculé jusqu'à 35% en cours d'année), le Rand sud-africain de 16%, la Livre Turque de 50% etc...

Notons également la brusque baisse du RMB, la devise chinoise, contre dollar : sur l'exercice, elle recule de près de 6%. En Europe, la livre s'est stabilisée et ne perd qu'environ 1% contre l'euro sur la période. Enfin, le yen (qui est considéré étonnamment comme une valeur refuge) a bénéficié de l'environnement d'aversion au risque avec une progression de près de 7% contre l'euro.

Les marchés actions ont, dans un premier temps, bénéficié de l'amélioration économique et des perspectives bénéficiaires des entreprises. Les indices, surtout américains, se sont envolés avant de connaître une phase beaucoup plus volatile à partir du mois de février 2018, avec des baisses de près de 10% des principaux indices actions dans le monde, et notamment des replis significatifs des valeurs technologiques américaines, dont les fameuses GAFAs. Cette volatilité s'est exacerbée à partir du second semestre et ternit nettement le bilan des performances des actions sur la période.

Fait relativement inédit, il n'y a pratiquement pas d'indice actions internationales qui clôture l'année 2018 positivement : -4.85% pour l'indice des actions internationales (en euros), -4.95% pour l'indice S&P 500 (en USD). En Europe, le bilan est pire avec une baisse de près de 11% de l'indice Stoxx 600, et un repli beaucoup plus significatif sur le segment des petites et moyennes capitalisations : -13%.

Le contraste est encore plus significatif en France, avec une baisse de près de 9% de l'indice CAC 40 et de -26% de l'indice Small CAC.

Le point notable est également, pratiquement pour toutes les places occidentales, la différence entre les valeurs « défensives » et les valeurs « cycliques » sensibles à la remontée des taux d'intérêt. Ces dernières ont fait l'objet de dégagements très importants et les cours atteints laissent augurer un scénario de récession pas encore perceptible.

Les marchés émergents ont également beaucoup baissé, surtout les actions chinoises qui reculent de près de 22%. L'indice Global Emergent recule quant à lui de 10.3% en euros.

Enfin, concernant les matières premières, l'or affiche une certaine stabilité sur la période et le pétrole a perdu près de 20%. Pour finir, l'indice HFR Global représentatif de la gestion alternative baisse de près de 10% (couvert en euro), ce qui illustre la difficulté rencontrée par les gérants à créer de la valeur dans ce panorama.

Gestion

Au 31 décembre 2018, la valeur liquidative de la part XL d'OFI RS Dynamique est de 149.1 EUR. Au 29 mars 2018, elle s'élevait à 162.53 EUR, soit une baisse de 8.26% sur l'exercice contre une perte de 5.3% pour son indice de référence.

Au 31 décembre 2018, la valeur liquidative de la part OFI Profil Dynamique d'OFI RS Dynamique est de 94.64 EUR. Au 29 mars 2018, elle s'élevait à 103.79 EUR, soit une baisse de 8.82% sur l'exercice contre une perte de 5.3% pour son indice de référence.

Au 31 décembre 2018, la valeur liquidative de la part N d'OFI RS Dynamique est de 94.94 EUR (coupon inclus). Au 29 mars 2018, elle s'élevait à 103.57 EUR, soit une baisse de 8.33% sur l'exercice contre une perte de 5.3% pour son indice de référence.

Au 31 décembre 2018, la valeur liquidative de la part RCEUR d'OFI RS Dynamique est de 90.1 EUR. Au 29 mars 2018, elle s'élevait à 99.19 EUR, soit une baisse de 9.16% sur l'exercice contre une perte de 5.3% pour son indice de référence.

Au 31 décembre 2018, la valeur liquidative de la part RF d'OFI RS Dynamique est de 87,54 EUR. Au 29 mars 2018, elle s'élevait à 95.52 EUR, soit une baisse de 8.35% sur l'exercice contre une perte de 5.3% pour son indice de référence.

L'allocation a privilégié l'exposition aux marchés actions tout au long de l'exercice au détriment du compartiment obligataires. Le niveau d'exposition actions a varié entre 56% et 87% au cours de l'exercice. Le Fonds est resté fortement sous sensible aux variations de taux tout au long de l'exercice.

Poche Actions

La construction et la gestion de la poche actions intègrent des notions de développement et de croissance durables, qui visent à concilier développement économique, équité sociale et protection de l'environnement. Le respect de ces critères favorise la pérennité des entreprises et devrait, sur le long terme, avoir un impact positif en termes de performances économiques. Les sources d'informations proviennent de plusieurs agences de notation spécialisées et de l'équipe interne d'analystes extra-financiers. La poche a un univers d'investissement correspondant aux membres de l'Eurostoxx soit un gisement d'environ 300 valeurs. Son indice de référence est l'Eurostoxx dividendes nets réinvestis.

Elle exerce les droits de vote attachés aux titres qu'elle détient afin de défendre, aux assemblées générales des sociétés cotées, les problématiques extra-financières. En plus de ses votes, elle participe aux démarches de la SICAV Phitrust Active Investors France. Cette SICAV est un OPCVM d'initiative pour l'amélioration de la gouvernance des sociétés cotées européennes. Son objectif est d'inciter des sociétés de l'indice CAC 40 à appliquer des stratégies favorables aux intérêts de tous, par l'instauration d'un dialogue avec les entreprises et par ses votes et ses initiatives lors des assemblées générales des actionnaires (dépôts de résolutions).

Les opérations de bourse réalisées au cours de l'année ont répondu à la conjugaison des évolutions trimestrielles des évaluations ESG réalisées par l'équipe interne, des réallocations entre classes d'actifs et des choix de gestion opérés dans l'environnement de maîtrise des risques défini par le process.

Principales contributions à la performance de la poche actions sur l'exercice

Contributions Positives	Contributions Négatives
IBERDROLA	INTESA SANPAOLO
TELEPERFORMANCE	IMERYS
LINDE	UNICREDIT

Poche obligations d'entreprise

Principales contributions à la performance de la poche obligataire corporate sur l'exercice

Contributions Positives	Contributions Négatives
SNAM 1.000 2023_09	ATLANTIA 1.625 2025_02
EDP FINANCE 1.875 2025_10	RBS 2.500 2023_03
SODEXO 1.125 2025_05	EVONIK IND 2.125 2077_07

Le compartiment crédit a été initié uniquement au cours du dernier trimestre, le Fonds ayant été investi uniquement en actions jusqu'à fin septembre. Sur cette période le compartiment crédit réalise une performance en ligne avec son indice de référence.

Poche obligations souveraines

Principales contributions à la performance de la poche obligataire souveraine sur l'exercice

Contributions Positives	Contributions Négatives
ETAT ITALIE 0.900 2022_08	ETAT FRANCE 0.250 IL 2024_07
ETAT ITALIE 3.100 IL 2026_09	ETAT ALLEMAGNE 0.100 IL 2023_04
ETAT ITALIE 1.500 2025_06	ETAT BELGIQUE 3.000 2034_06

Le compartiment d'obligations gouvernementales a été initié uniquement au cours du dernier trimestre, le Fonds ayant été investi uniquement en actions jusqu'à fin septembre. L'effet sélection de ce compartiment est positif sur la période, notamment grâce à son positionnement sous sensible sur la France et sur sensible sur l'Italie.

Cette poche est également composée d'obligations indexées.

Le Fonds a utilisé des instruments sur les marchés dérivés de taux et d'actions.

Ces instruments ont été utilisés pour couvrir et exposé le Fonds.

COMMENTAIRES ISR

Informations relatives aux critères sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (Art 173 de la Loi 2015-992 relative à la transition énergétique et Décret n°2015-1850 du 29 décembre 2015)

Informations relatives à l'entité

Démarche générale

La politique ISR d'OFI AM, disponible sur le site (http://www.ofi-am.fr/isr_la_recherche_ISR.php), s'inscrit dans la démarche globale d'intégration des principes du Développement Durable, dont elle constitue la déclinaison au niveau de la gestion des placements.

Objectifs

Cette démarche repose sur la conviction que les émetteurs qui intègrent dans leur stratégie les enjeux Environnementaux, Sociétaux et de Gouvernance (ESG) offrent de meilleures perspectives à long terme. La prise en compte des impacts ESG liés à leurs activités leur permet d'identifier les zones de risques, mais également des opportunités de développement (par exemple dans les technologies « vertes »).

La mise en place de cette politique ISR a pour but de mieux appréhender les risques liés aux enjeux extra-financiers, pour améliorer la qualité des placements sans diminuer la performance.

Informations relatives à la prise en compte des critères sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance dans la politique d'investissement

Émetteurs privés

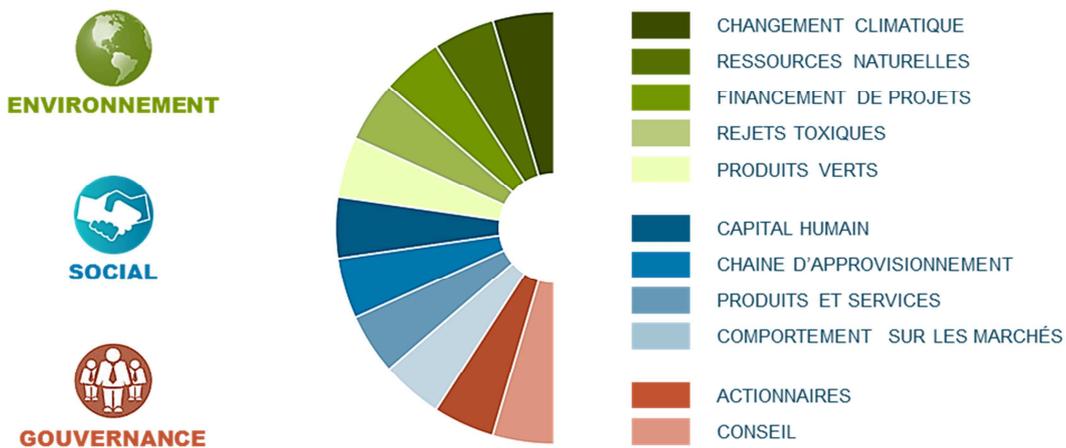
Analyse ESG

L'analyse ESG est réalisée par le Pôle d'Analyse ISR d'OFI Asset Management.

Nature des critères ESG pris en compte

Sur la base d'une étude exhaustive des textes internationaux fondateurs du Développement Durable, notamment du Pacte Mondial, des règlements internationaux (OCDE, OIT) et des codes nationaux des pays européens, une liste d'enjeux « génériques » est établie par l'équipe d'analyse ISR

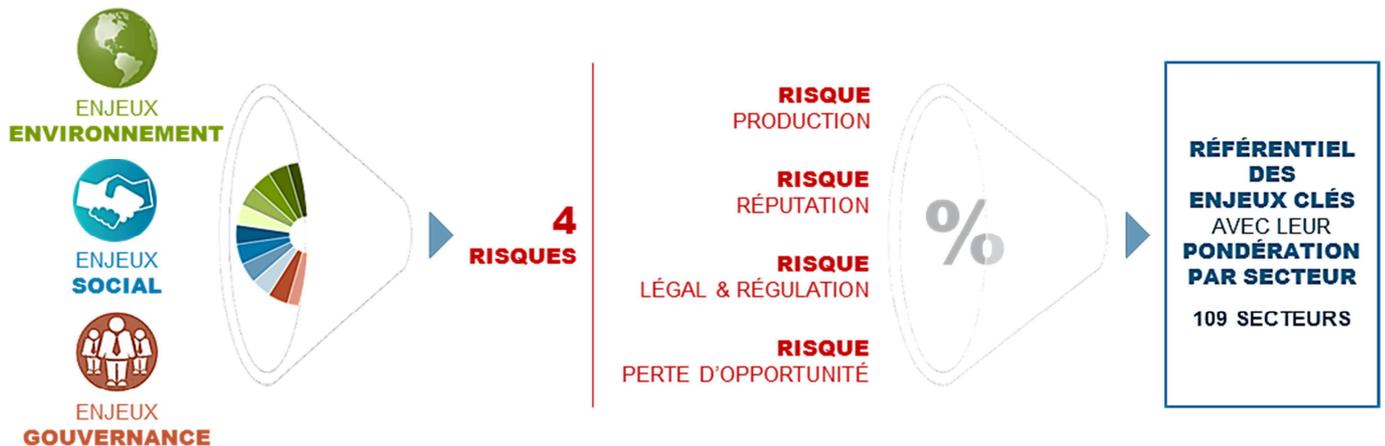
Ces enjeux sont répartis en 11 grandes thématiques



Raisons du choix des critères ESG retenus

Au sein de la liste de l'ensemble des enjeux ESG « génériques »,

- Pour chaque secteur d'activités, les enjeux Environnementaux et Sociaux ayant un impact important pour ce secteur sont sélectionnés. Cette sélection est le résultat d'une analyse des risques susceptibles d'impacter les parties prenantes de l'émetteur et l'émetteur lui-même.
- Les enjeux de Gouvernance sont identiques pour l'ensemble des secteurs d'activités. En effet les bonnes pratiques attendues dans ce domaine sont indépendantes de la nature des activités, aussi bien dans le fonctionnement du Conseil que dans les relations avec les actionnaires minoritaires.



Critères environnementaux liés au changement climatique

Des critères concernant des risques physiques

- Les principaux risques sont :
 - Les risques liés à la montée des eaux et à la multiplication des catastrophes naturelles
 - Les risques de sécheresse
 - Les risques sanitaires (recrudescence de maladies)
- Les enjeux analysés, selon les secteurs d'activités, sont :
 - L'impact de l'activité sur l'eau
 - Par exemple : pour les producteurs de boissons, implantation géographique dans des zones soumises à stress hydrique, mesures déployées pour limiter les consommations d'eau, résultats obtenus...
 - L'impact de l'activité sur les matières premières (par exemple les produits agricoles)
 - L'intégration de cette thématique dans les produits d'assurance

Des critères concernant des risques liés à la transition bas carbone

Les enjeux analysés, selon les secteurs d'activités, sont :

- Les émissions carbone du processus de production
 - Exposition de l'entreprise en fonction du portefeuille d'activités et de la réglementation carbone en vigueur selon ses implantations géographiques
 - Efforts de réduction de ces émissions : objectifs de réduction, adaptation / évolutions technologiques, mise en place de process de capture du carbone, utilisation d'énergies moins émettrices...
 - Efforts d'amélioration de l'efficacité énergétique des process de production, mais également de la chaîne d'approvisionnement, de transport des produits et lors de l'utilisation des produits

- Résultats observés
- Les émissions carbone en amont (matières premières...) et en aval (lors de l'utilisation des produits et de leur recyclage)
 - Exposition de l'entreprise en fonction de l'intensité énergétique de ses activités
 - Efforts de diminution des émissions liées aux matières premières, à la logistique et à la distribution des produits
 - Résultats observés
- Les opportunités de développement dans les technologies « vertes »
 - Énergies renouvelables
 - Bâtiments éco-conçus
 - Technologies améliorant l'efficacité énergétique
 - Solutions de recyclage
 - Chimie verte...

Informations utilisées pour l'analyse

L'analyse ESG est basée sur plusieurs sources d'information

- Analyses provenant d'agences spécialisées : MSCI, VIGÉO, PROXINVEST, REPRISK.
- Analyses et données provenant de différents médias et brokers spécialisés
- Analyses réalisées par l'équipe d'analyse ISR d'OFI AM, portant sur les controverses ESG, la gouvernance, les outils de pilotage de la RSE...
- Analyses provenant de la société civile (ONG, syndicats...)
- Communication officielle de l'entreprise (Rapport annuel, rapport DD, contact direct...)

Méthodologie et résultats de l'analyse

La méthodologie d'analyse ESG repose sur une approche sectorielle qui met l'accent sur les enjeux significatifs pour les émetteurs au regard de leurs activités. La sélection des enjeux est effectuée par confrontation à une matrice de risques qui permet de conserver ceux pouvant avoir un impact immédiat ou différé sur la valeur de l'émetteur.

Cette analyse est traduite par une notation de chaque émetteur. Les résultats obtenus sont ensuite classés au sein de chaque Super Secteur ICB (Approche dite « Best-in-Class »). Selon leur niveau de performances ESG, une catégorie ISR (Investissement Socialement Responsable) est ensuite affectée à chaque émetteur :

- **Sous surveillance** : émetteurs présentant un retard dans la prise en compte des enjeux ESG, représentant au minimum 20 % des émetteurs de l'univers.

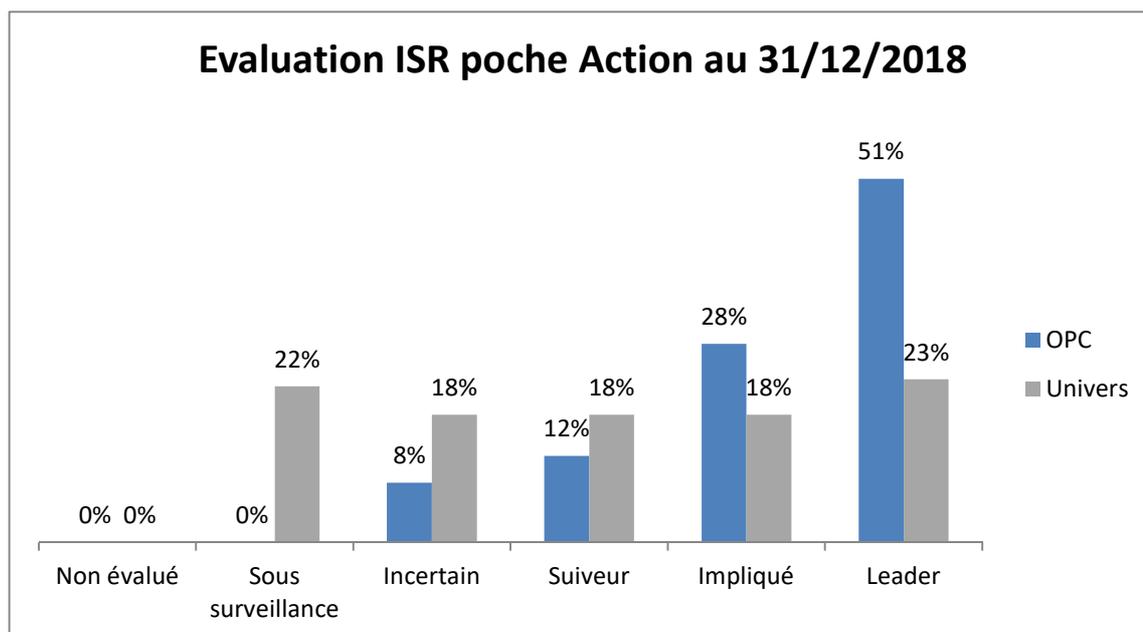
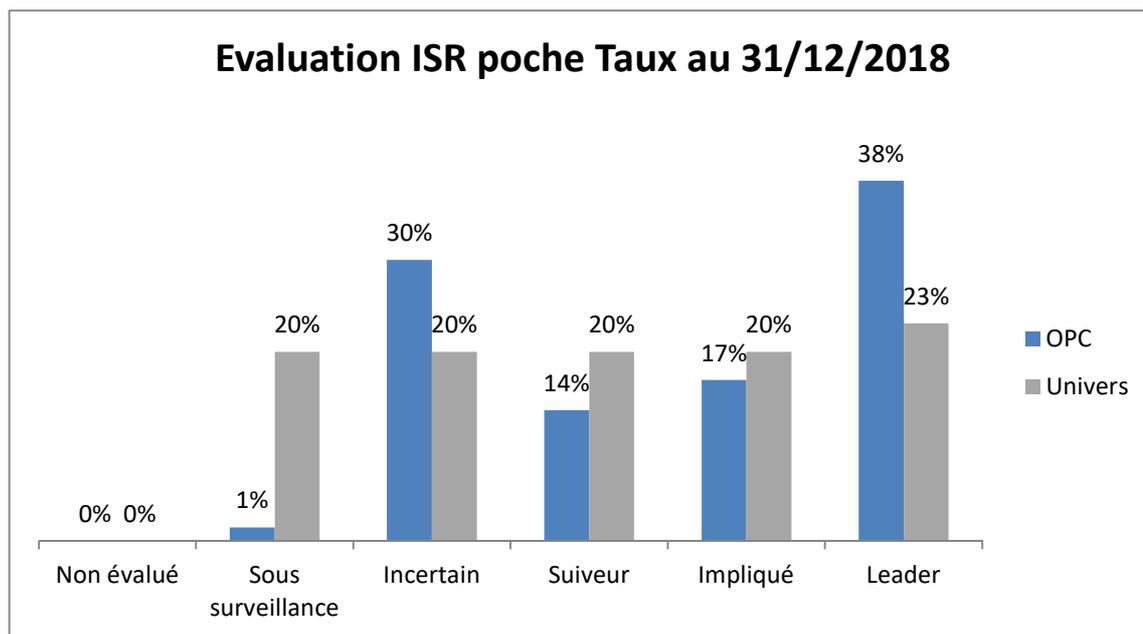
Les autres émetteurs sont répartis en **4 catégories égales en nombre d'émetteurs** :

- **Incertains** : émetteurs dont les enjeux ESG sont faiblement gérés
- **Suiveurs** : émetteurs dont les enjeux ESG sont moyennement gérés
- **Impliqués** : émetteurs actifs dans la prise en compte des enjeux ESG
- **Leaders** : émetteurs les plus avancés dans la prise en compte des enjeux ESG

Résultats de l'analyse au 31 décembre 2018

A fin décembre 100% des émetteurs privés détenus directement étaient couverts par une analyse ESG.

La répartition par catégories ISR des titres détenus en portefeuille était la suivante :



Source : OFI AM et FACTSET au 31/12/2018

Appréciation des risques ESG

Sont considérés comme « à risque » au niveau ESG les émetteurs appartenant à la catégorie « **Sous surveillance** » du fait de la faiblesse de leur prise en compte de la RSE et qui font l'objet d'importantes controverses ESG.

Analyses des controverses ESG

Les controverses ESG portant sur les émetteurs en portefeuille font l'objet d'un suivi hebdomadaire par le Pôle d'Analyse ISR d'OFI AM. En fonction de l'intensité et/ou du caractère récurrent de ces controverses, la notation ESG de l'émetteur peut être révisée.

Appréciation de la contribution au respect de l'objectif international de limitation du réchauffement climatique et à l'atteinte des objectifs de la transition énergétique

L'analyse de la prise en compte des enjeux liés au changement climatique par les émetteurs, est bien intégrée dans les enjeux couverts par l'analyse ESG, pour les secteurs d'activités où il s'agit d'un enjeu clé.

Par ailleurs une évaluation de l'empreinte carbone est réalisée :

Évaluation de l'empreinte carbone : Émissions financées

Mode de calcul : $\text{Encours détenu} \times \frac{\text{Total des émissions carbone de la société}}{\text{Total du passif de la société}}$

Estimation des émissions financées (au 31/12/2018) : 120.6 tonnes équivalent CO2

Disponibilité de l'information : 98% de l'encours du portefeuille

Les émissions Carbone ou émissions de GES (Gaz à Effet de Serre), exprimées en tonnes équivalent CO2, sont des données qui proviennent soit des entreprises – directement ou via des déclarations faites au Carbon Disclosure Project, soit des données estimées par un prestataire (MSCI).

Ces émissions comportent trois catégories (Source : ADEME) :

- Émissions directes de GES (ou SCOPE 1) : Émissions directes provenant des installations fixes ou mobiles situées à l'intérieur du périmètre organisationnel, c'est-à-dire émissions provenant des sources détenues ou contrôlées par l'organisme comme par exemple : combustion des sources fixes et mobiles, procédés industriels hors combustion, émissions des ruminants, biogaz des centres d'enfouissements techniques, fuites de fluides frigorigènes, fertilisation azotée, biomasses...
- Émissions à énergie indirectes (ou SCOPE 2) : Émissions indirectes associées à la production d'électricité, de chaleur ou de vapeur importée pour les activités de l'organisation.
- Autres émissions indirectes (ou SCOPE 3) : Les autres émissions indirectement produites par les activités de l'organisation qui ne sont pas comptabilisées au 2 mais qui sont liées à la chaîne de valeur complète comme par exemple : l'achat de matières premières, de services ou autres produits, déplacements des salariés, transport amont et aval des marchandises, gestions des déchets générés par les activités de l'organisme, utilisation et fin de vie des produits et services vendus, immobilisation des biens et équipements de productions...

Même s'il serait souhaitable d'utiliser les trois Scopes pour calculer les intensités, le niveau de normalisation du Scope 3 est actuellement insuffisant pour permettre une utilisation pertinente dans la comparaison entre plusieurs entreprises.

INFORMATIONS ESG INVESTISSEMENT

Informations relatives à la prise en compte des critères sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance dans la politique d'investissement

Changements effectués suite à l'analyse

Intégration des analyses ESG dans la politique d'investissement

Le présent Fonds intègre les analyses ESG dans son processus d'investissement.

Une présentation détaillée de ce processus est disponible dans le Code de Transparence du Fonds, disponible en ligne sur le site www.ofi-am.fr, en sélectionnant le Fond, puis onglet « Documents ».

Stratégie d'engagement et de vote

La stratégie d'engagement a pour objectif de dialoguer avec les émetteurs afin de favoriser une meilleure prise en compte des enjeux ESG par ces derniers et/ou une plus grande transparence sur leur prise en compte de ces enjeux.

Cet engagement se décline de manière globale au niveau de la Société de Gestion, et non fonds par fonds. Il se matérialise par l'établissement d'un dialogue direct avec des émetteurs, sur des thématiques ou des enjeux précis. Ce dialogue fait partie intégrante du processus d'analyse ISR, et est mis en œuvre selon les principes décrits dans la Politique d'Engagement publiée sur le site (https://www.ofi-am.fr/pdf/ISR_politique-engagement.pdf).

Les actions d'engagement portent sur :

- Les émetteurs dont l'évaluation de la prise en compte des enjeux de RSE révèle un retard par rapport à ses pairs (émetteurs de la catégorie ISR « Sous Surveillance ») ;
- Les émetteurs qui font l'objet de controverses importantes, lorsque des informations complémentaires peuvent être utiles à l'analyse ESG (notamment informations sur les mesures prises pour éviter le renouvellement de telles controverses).

Un bilan annuel des actions menées est publié sur le site (https://www.ofi-am.fr/pdf/ISR_rapport-de-vote.pdf).

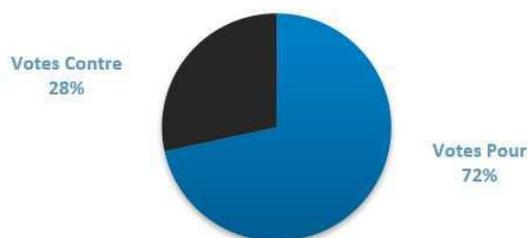
EXERCICE DES DROITS DE VOTE AUX ASSEMBLEES GENERALES

Au cours de l'exercice, les votes ont été exercés lors de 71 Assemblées Générales

Nombre de...	AG-en-2018
AG où nous avons exercé nos droits de vote	71
AG avec au moins un vote Contre ou Abstention	64
Résolutions votées	1068
Résolutions votées Contre ou Abstention	28.4%

Orientation des votes

Orientation des votes saison des AG 2018



INFORMATIONS RELATIVES A L'ESMA

1) Opérations de cessions ou d'acquisitions temporaires de titres (pensions livrées, prêts et emprunts)

Cette information est traitée dans la section « informations relatives à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation ».

2) Les contrats financiers (dérivés)

Change : Pas de position au 31/12/2018

Taux : Pas de position au 31/12/2018

Crédit : Pas de position au 31/12/2018

Actions – CFD : Pas de position au 31/12/2018

Commodities : Pas de position au 31/12/2018

INFORMATIONS RELATIVES A LA TRANSPARENCE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA REUTILISATION

Sur l'exercice clos au 31 décembre 2018, le FCP n'a réalisé ni opération de financement sur titres, ni contrat d'échange sur rendement global.

Bilan au 31 décembre 2018 (en euros)

BILAN ACTIF

	31/12/2018	29/03/2018
Immobilisations nettes	-	-
Dépôts	-	-
Instruments financiers	122 130 757,59	106 832 826,17
Actions et valeurs assimilées	96 866 558,73	91 848 298,98
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	96 866 558,73	91 848 298,98
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations et valeurs assimilées	21 161 726,44	-
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	21 161 726,44	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances	-	-
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances négociables	-	-
Autres titres de créances	-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Organismes de placement collectif	3 805 122,42	14 764 987,19
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	3 805 122,42	14 764 987,19
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés	-	-
Titres financiers empruntés	-	-
Titres financiers donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Contrats financiers	297 350,00	219 540,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	297 350,00	219 540,00
Autres opérations	-	-
Autres instruments financiers	-	-
Créances	759 312,71	1 442 059,27
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	759 312,71	1 442 059,27
Comptes financiers	26 965,99	3 282,32
Liquidités	26 965,99	3 282,32
Total de l'actif	122 917 036,29	108 278 167,76

Bilan au 31 décembre 2018 (en euros)

BILAN PASSIF

	31/12/2018	29/03/2018
Capitaux propres		
Capital	115 120 449,33	102 455 655,70
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	4 704 816,20	1 358 453,04
Report à nouveau (a)	139,67	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	628 357,49	2 561 747,20
Résultat de l'exercice (a, b)	2 023 301,08	1 312 290,75
Total des capitaux propres	122 477 063,77	107 688 146,69
(= Montant représentatif de l'actif net)		
Instruments financiers	297 350,00	219 540,00
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Contrats financiers	297 350,00	219 540,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	297 350,00	219 540,00
Autres opérations	-	-
Dettes	142 622,52	118 650,30
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	142 622,52	118 650,30
Comptes financiers	-	251 830,77
Concours bancaires courants	-	251 830,77
Emprunts	-	-
Total du passif	122 917 036,29	108 278 167,76

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

Hors bilan (en euros)

	31/12/2018	29/03/2018
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	12 088 800,00	16 765 910,00
ACTIONS	9 308 620,00	16 765 910,00
VENTE - FUTURE - EURO STOXX 50	9 308 620,00	16 765 910,00
TAUX	2 780 180,00	-
VENTE - FUTURE - EURO BUND	2 780 180,00	-
Engagements de gré à gré	-	-
Autres engagements	-	-
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	-	-
Engagements de gré à gré	-	-
Autres engagements	-	-

Compte de résultat (en euros)

	31/12/2018	29/03/2018
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	139,14	7,02
Produits sur actions et valeurs assimilées	2 601 748,55	1 434 830,80
Produits sur obligations et valeurs assimilées	61 927,96	175 414,44
Produits sur titres de créances	-	-
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Produits sur contrats financiers	-	-
Autres produits financiers	-	-
Total (I)	2 663 815,65	1 610 252,26
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Charges sur contrats financiers	-	-
Charges sur dettes financières	20 249,94	8 995,87
Autres charges financières	-	-
Total (II)	20 249,94	8 995,87
Résultat sur opérations financières (I - II)	2 643 565,71	1 601 256,39
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	772 650,90	623 988,41
Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (I - II + III - IV)	1 870 914,81	977 267,98
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	152 386,27	335 022,77
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	-	-
Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI)	2 023 301,08	1 312 290,75

ANNEXE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'OPC s'est conformé aux règles comptables prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-01 modifié, relatif au plan comptable des OPC à capital variable.

Les règles d'évaluation sont fixées, sous sa responsabilité, par la société de gestion.

La devise de la comptabilité du fonds est l'euro.

La valeur liquidative est calculée quotidiennement, chaque jour de bourse ouvert non férié et est datée de ce même jour.

L'exercice clos au 31/12/2018 a une durée exceptionnelle de 9 mois.

Les comptes relatifs au portefeuille-titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisées sur la base du prix d'acquisition, frais exclus.

Toute sortie génère une plus-value ou une moins-value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

Les coupons courus sur TCN sont pris au jour de la date de la valeur liquidative.

Le FCP valorise son portefeuille-titres à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché, de méthodes financières. La différence valeur d'entrée – valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en « différence d'estimation du portefeuille ».

Description des méthodes de valorisation des postes du bilan et des opérations à terme ferme et conditionnelles

Instruments financiers

Titres de capital

Les titres de capital admis à la négociation sur un marché réglementé ou assimilé sont valorisés sur la base des cours de clôture.

Titres de créances

Les titres de créance admis à la négociation sur un marché réglementé ou assimilé sont valorisés sous la responsabilité de la société de gestion en confrontant les prix de ces actifs auprès de différentes sources.

Instruments du marché monétaire

- *Les titres de créances négociables (TCN) dont la durée de vie à l'émission, à l'acquisition ou résiduelle est inférieure à trois mois sont évalués selon une méthode linéaire jusqu'à l'échéance au taux d'émission ou d'acquisition ou au dernier taux retenu pour leur évaluation au taux du marché.*
- *Les titres de créances négociables (TCN) dont la durée de vie résiduelle est supérieure à trois mois, sont évalués aux taux du marché à l'heure de publication des taux du marché interbancaire.*

Valeurs mobilières non cotées

Les valeurs mobilières non cotées sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

OPCVM

Les parts ou actions d'OPCVM sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue le jour effectif du calcul de la valeur liquidative.

Contrats financiers (autrement dénommés « instruments financiers à terme ») au sens de l'article L.211-1,III, du Code monétaire et financier

Contrats financiers négociés sur un marché réglementé ou assimilé

Les instruments financiers à terme, fermes ou conditionnels, négociés sur les marchés réglementés ou assimilés européens, sont évalués au cours de compensation, ou à défaut sur la base du cours de clôture.

Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé (i.e. négociés de gré à gré)

- *Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et compensés*
Les contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et faisant l'objet d'une compensation sont valorisés au cours de compensation.
- *Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et non compensés*
Les contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé, et ne faisant pas l'objet d'une compensation, sont valorisés en mark-to-model ou en mark-to-market à l'aide des prix fournis par les contreparties.

Acquisitions et cessions temporaires de titres

Le Fonds n'a pas vocation à réaliser des opérations d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres.

Dépôts

Les dépôts sont évalués à leur valeur d'inventaire.

Devises

Les devises au comptant sont valorisées avec les cours publiés quotidiennement sur les bases de données financières utilisées par la société de gestion.

Description des engagements hors-bilan

Les contrats à terme ferme figurent au hors-bilan pour leur valeur de marché, valeur égale au cours (ou à l'estimation, si l'opération est réalisée de gré à gré) multipliée par le nombre de contrats multipliée par le nominal et éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent de l'option (quantité x quotité x cours du sous-jacent x delta éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds).

Instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles. Cette procédure reste exceptionnelle.

Description de la méthode suivie pour la comptabilisation des revenus des valeurs à revenus fixes

Le résultat est calculé à partir des coupons encaissés. Les coupons courus au jour des évaluations constituent un élément de la différence d'évaluation.

Option retenue en matière de comptabilisation des frais

Le FCP a opté pour la comptabilisation frais exclus.

Description de la méthode de calcul des frais de gestion fixes

Les frais de gestion sont imputés directement au compte de résultat de l'OPCVM, lors du calcul de chaque valeur liquidative. Le taux maximum appliqué, sur la base de l'actif net ne peut être supérieur à :

- 1,20% TTC pour les parts XL
- 1,20% TTC pour les parts OFI PROFIL DYNAMIQUE
- 1,70% TTC pour les parts RC EUR
- 1,10% TTC pour les parts RF
- 0,55% TTC pour les parts N

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM et, dans certains cas, une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres ;

Frais indirects

Le fonds investira uniquement dans des parts ou actions d'OPCVM ou de fonds d'investissement dont les frais ne dépasseront pas 1 % TTC maximum.

Les rétrocessions éventuellement perçues des OPCVM sur lesquels le fonds investit lui seront reversées.

Description de la méthode de calcul des rétrocessions

Les rétrocessions à recevoir sont provisionnées dans les comptes de l'OPCVM à chaque valorisation.

La provision est calculée pour chaque OPCVM sous-jacent, sur la base de son encours valorisé et de son taux de rétrocession inscrit dans la convention de placement, signée entre la société de gestion du fonds et la société de gestion de l'OPCVM sous-jacent.

Les rétrocessions sont reversées trimestriellement à l'OPCVM après règlement des rétrocessions facturées aux sociétés de gestion des OPCVM sous-jacents.

Affectation des sommes distribuables

Parts XL

Sommes distribuables afférentes au résultat net :

La société de gestion décide chaque année de l'affectation du résultat net. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values réalisées. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Parts OFI PROFIL DYNAMIQUE, RC EUR et RF

Sommes distribuables afférentes au résultat net :

La capitalisation pure : les sommes distribuables afférentes au résultat net sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values réalisées. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Parts N

Sommes distribuables afférentes au résultat net :

La distribution pure : les sommes distribuables afférentes au résultat net sont intégralement distribuées, aux arrondis près. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values réalisées. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Evolution de l'actif net de l'OPC (en euros)

	31/12/2018	29/03/2018
Actif net en début d'exercice	107 688 146,69	68 531 118,12
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	35 255 556,55	46 373 728,65
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-8 490 661,77	-7 692 763,70
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	2 497 935,23	2 783 631,04
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-2 155 478,25	-779 432,76
Plus-values réalisées sur contrats financiers	2 833 180,00	1 743 520,00
Moins-values réalisées sur contrats financiers	-2 158 270,00	-1 309 580,00
Frais de transaction	-315 210,49	-226 481,63
Différences de change	93 408,69	-103 905,40
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-14 535 439,64	-3 366 845,61
Différence d'estimation exercice N	-9 436 632,51	
Différence d'estimation exercice N - 1	5 098 807,13	
Variation de la différence d'estimation des contrats financiers	72 030,00	757 890,00
Différence d'estimation exercice N	291 570,00	
Différence d'estimation exercice N - 1	219 540,00	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-179 048,05	-
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	1 870 914,81	977 267,98
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	-
Autres éléments	-	-
Actif net en fin d'exercice	122 477 063,77	107 688 146,69

Répartition par nature juridique ou économique

Désignation des valeurs	Montant	%
Actif		
Obligations et valeurs assimilées	21 161 726,44	17,28
Obligations Indexées	1 893 842,17	1,55
Obligations Convertibles	-	-
Titres Participatifs	-	-
Autres Obligations	19 267 884,27	15,73
Titres de créances	-	-
Les titres négociables à court terme	-	-
Les titres négociables à moyen terme	-	-
Passif		
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-
Titres de créances	-	-
Autres	-	-
Hors-bilan		
Taux	2 780 180,00	2,27
Actions	9 308 620,00	7,60
Crédit	-	-
Autres	-	-

Répartition par nature de taux

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Actif								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	18 282 569,01	14,93	985 315,26	0,80	-	-	1 893 842,17	1,55
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	26 965,99	0,02
Passif								
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-

Répartition par nature de taux (suite)

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Hors-bilan								
Opérations de couverture	2 780 180,00	2,27	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-

Répartition par maturité résiduelle

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
Actif										
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	1 525 123,75	1,25	6 889 778,29	5,63	12 746 824,40	10,41
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	26 965,99	0,02	-	-	-	-	-	-	-	-
Passif										
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors-bilan										
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	2 780 180,00	2,27
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Répartition par devise

	USD	%		%		%		%
Actif								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances	5 923,63	0,00	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	26 960,25	0,02	-	-	-	-	-	-
Passif								
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors-bilan								
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-

Débiteurs et créditeurs divers

	31/12/2018
Créances	
Dépôt de garantie sur les marchés à terme	705 595,89
Coupons à recevoir	5 923,63
Souscriptions à recevoir	47 793,19
Total créances	759 312,71
Dettes	
Provision pour frais de gestion fixes à payer	-141 776,57
Provision commission de mouvement	-735,00
Rachats à payer	-110,95
Total dettes	-142 622,52
Total	616 690,19

Souscriptions rachats

Catégorie de parts XL	
Parts émises	4 765,8237
Parts rachetées	1 585,2925
Catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE	
Parts émises	194 150,6435
Parts rachetées	71 691,8609
Catégorie de parts N	
Parts émises	135 224,3900
Parts rachetées	8 649,4600
Catégorie de parts RC EUR	
Parts émises	646,0000
Parts rachetées	-
Catégorie de parts RF	
Parts émises	-
Parts rachetées	-

Commissions

Catégorie de parts XL	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts N	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts RC EUR	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts RF	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

Frais de gestion

Catégorie de parts XL	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,40 ⁽¹⁾
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE	
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,20 ⁽²⁾
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts N	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,50 ⁽³⁾
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts RC EUR	
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,70 ⁽⁴⁾
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts RF	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,64 ⁽⁵⁾
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-

(1) L'exercice étant d'une durée de 9 mois, le taux présenté a été annualisé.

(2) L'exercice étant d'une durée de 9 mois, le taux présenté a été annualisé.

(3) L'exercice étant d'une durée de 9 mois, le taux présenté a été annualisé.

(4) L'exercice étant d'une durée de 9 mois, le taux présenté a été annualisé.

(5) L'exercice étant d'une durée de 9 mois, le taux présenté a été annualisé.

Engagements reçus et donnés

Description des garanties reçues par l'OPC avec notamment mention des garanties de capital

Néant

Autres engagements reçus et / ou donnés

Néant

Autres informations

Code	Nom	Quantité	Cours	Valeur actuelle (en euros)
Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire				
Néant				
Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie				
Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan				

Autres informations (suite)

Code	Nom	Quantité	Cours	Valeur actuelle (en euros)
	Néant			
	Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine			
	Néant			
	Instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou au(x) gestionnaire(s) financier(s) (SICAV) et OPC à capital variable gérés par ces entités			
FR0000008997	OFI RS LIQUIDITES	872,1504	4 362,92	3 805 122,42

Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire
Total acomptes		-	-	-	-

Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire
Total acomptes		-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros)

	31/12/2018	29/03/2018
Catégorie de parts XL		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	971 752,14	857 492,24
Total	971 752,14	857 492,24
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	971 752,14	857 492,24
Total	971 752,14	857 492,24
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	329 757,2721	326 576,7409
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
Catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE		
Sommes restant à affecter		

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros) (suite)

	31/12/2018	29/03/2018
Report à nouveau	-	-
Résultat	783 440,36	426 972,86
Total	783 440,36	426 972,86
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	783 440,36	426 972,86
Total	783 440,36	426 972,86
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
Catégorie de parts N		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	139,67	-
Résultat	266 759,27	26 862,40
Total	266 898,94	26 862,40
Affectation		
Distribution	265 631,69	26 841,87
Report à nouveau de l'exercice	1 267,25	20,53
Capitalisation	-	-
Total	266 898,94	26 862,40
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	148 397,5900	21 822,6600
Distribution unitaire	1,79	1,23
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
Catégorie de parts RC EUR		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	1 347,72	963,24 ⁽⁶⁾
Total	1 347,72	963,24
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	1 347,72	963,24
Total	1 347,72	963,24
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros) (suite)

	31/12/2018	29/03/2018
Catégorie de parts RF		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	1,59	0,01 ⁽⁷⁾
Total	1,59	0,01
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	1,59	0,01
Total	1,59	0,01
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

(6) La catégorie de parts RC EUR a été créée le 03/05/2017.

(7) La catégorie de parts RF a été créée le 26/01/2018.

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros)

	31/12/2018	29/03/2018
Catégorie de parts XL		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	2 025 815,12	745 063,01
Plus et moins-values nettes de l'exercice	253 305,94	1 261 212,99
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	2 279 121,06	2 006 276,00
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	2 279 121,06	2 006 276,00
Capitalisation	-	-
Total	2 279 121,06	2 006 276,00
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	329 757,2721	326 576,7409
Distribution unitaire	-	-
Catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	2 310 652,84	613 390,03
Plus et moins-values nettes de l'exercice	304 179,72	1 245 145,38

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros) (suite)

	31/12/2018	29/03/2018
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	2 614 832,56	1 858 535,41
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	2 614 832,56	1 858 535,41
Capitalisation	-	-
Total	2 614 832,56	1 858 535,41
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	625 854,5122	503 395,7296
Distribution unitaire	-	-
Catégorie de parts N		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	365 688,63	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	70 113,94	53 776,47
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	435 802,57	53 776,47
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	435 802,57	53 776,47
Capitalisation	-	-
Total	435 802,57	53 776,47
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	148 397,5900	21 822,6600
Distribution unitaire	-	-
Catégorie de parts RC EUR		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	2 658,65	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	757,46	1 611,40 ⁽⁸⁾
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	3 416,11	1 611,40
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	3 416,11	1 611,40
Capitalisation	-	-
Total	3 416,11	1 611,40
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	1 640,0000	994,0000
Distribution unitaire	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros) (suite)

	31/12/2018	29/03/2018
Catégorie de parts RF		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,96	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	0,43	0,96 ⁽⁹⁾
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	1,39	0,96
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	1,39	0,96
Capitalisation	-	-
Total	1,39	0,96
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	1,0000	1,0000
Distribution unitaire	-	-

(8) La catégorie de parts RC EUR a été créée le 03/05/2017.

(9) La catégorie de parts RF a été créée le 26/01/2018.

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'OPC au cours des cinq derniers exercices (en euros)

	31/12/2018	29/03/2018	31/03/2017	31/03/2016	31/03/2015
Actif net					
en EUR	122 477 063,77	107 688 146,69	68 531 118,12	45 729 315,57	5 625 592,01
Nombre de titres					
Catégorie de parts XL	329 757,2721	326 576,7409	324 883,2307	323 985,1039	36 411,6961
Catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE	625 854,5122	503 395,7296	149 826,1527	6 060,7443	-
Catégorie de parts N	148 397,5900	21 822,6600	12 400,6400	-	-
Catégorie de parts RC EUR	1 640,0000	994,0000	-	-	-
Catégorie de parts RF	1,0000	1,0000	-	-	-
Valeur liquidative unitaire					
Catégorie de parts XL en EUR	149,10	162,53	159,64	139,45	154,49
Catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE en EUR	94,64	103,79	102,77	90,50 ⁽¹⁰⁾	-
Catégorie de parts N en EUR	93,85	103,57	102,17 ⁽¹¹⁾	-	-
Catégorie de parts RC EUR en EUR	90,10	99,19 ⁽¹²⁾	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	87,54	95,52 ⁽¹³⁾	-	-	-
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)					

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'OPC au cours des cinq derniers exercices (en euros) (suite)

	31/12/2018	29/03/2018	31/03/2017	31/03/2016	31/03/2015
Catégorie de parts XL en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts N en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RC EUR en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes)					
Catégorie de parts XL en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts N en EUR	1,79	1,23	-	-	-
Catégorie de parts RC EUR en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire transféré au porteur (personnes physiques)					
Catégorie de parts XL en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts N en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RC EUR en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire					
Catégorie de parts XL en EUR	2,94	2,62	3,05	11,26	7,84
Catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE en EUR	1,25	0,84	1,22	0,66	-
Catégorie de parts N en EUR	-	-	-0,86	-	-
Catégorie de parts RC EUR en EUR	0,82	0,96	-	-	-
Catégorie de parts RF en EUR	1,59	0,01	-	-	-

(10) La catégorie de parts OFI PROFIL DYNAMIQUE a été créée le 23/12/2015 avec une valeur nominale de EUR 100,00.

(11) La catégorie de parts N a été créée le 10/03/2017 (date de dépôt des fonds) sur la valeur liquidative d'origine datée du 09/03/2017 d'une valeur nominale de EUR 100,00.

(12) La catégorie de parts RC EUR a été créée le 03/05/2017 avec une valeur nominale de EUR 100.

(13) La catégorie de parts RF a été créée le 26/01/2018 avec une valeur nominale de EUR 100.

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2018

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
Dépôts			-	-
Instruments financiers				
Actions et valeurs assimilées			96 866 558,73	79,09
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé			96 866 558,73	79,09
ACCOR SA	EUR	25 182,00	934 504,02	0,76
ADIDAS NOM	EUR	5 053,00	921 667,20	0,75
AIR LIQUIDE	EUR	16 160,00	1 752 552,00	1,43
AKZO NOBEL NV-CVA	EUR	27 621,00	1 944 518,40	1,59
ALLIANZ SE-NOM	EUR	18 323,00	3 209 090,22	2,62
ANHEUSER BUSCH INBEV SA/NV	EUR	14 402,00	830 995,40	0,68
ARKEMA	EUR	8 671,00	649 978,16	0,53
ASML HOLDING N.V.	EUR	12 497,00	1 714 088,52	1,40
ATOS SE	EUR	13 446,00	961 120,08	0,78
AXA	EUR	127 515,00	2 404 677,87	1,96
BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTA	EUR	319 673,00	1 481 844,19	1,21
BANCO SANTANDER SA	EUR	175 016,00	695 338,57	0,57
BAYERISCHE MOTORENWERKE	EUR	9 617,00	679 921,90	0,56
BNP PARIBAS	EUR	18 901,00	746 116,98	0,61
CAIXABANK	EUR	178 927,00	566 125,03	0,46
CAP GEMINI SE	EUR	7 396,00	641 972,80	0,52
COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN SA	EUR	44 379,00	1 294 313,54	1,06
CRH PLC	EUR	63 501,00	1 466 873,10	1,20
DAIMLER	EUR	28 402,00	1 303 935,82	1,06
DANONE	EUR	20 630,00	1 268 951,30	1,04
DEUTSCHE POST AG-NOM	EUR	42 156,00	1 007 949,96	0,82
ENEL SPA	EUR	422 720,00	2 132 199,68	1,74
ESSILOR LUXOTTICA SA	EUR	30 938,00	3 417 102,10	2,79
GALP ENERGIA SGPS SA-B	EUR	110 634,00	1 526 196,03	1,25
GERRESHEIMER AG	EUR	36 604,00	2 095 579,00	1,71
GROUPE BRUXELLES LAMBERT	EUR	15 130,00	1 151 090,40	0,94
HEINEKEN NV	EUR	37 335,00	2 882 262,00	2,35
HENKEL KGAA VZ PFD	EUR	15 099,00	1 440 444,60	1,18
IBERDROLA SA	EUR	617 564,00	4 334 064,15	3,54
IMERYS SA	EUR	20 908,00	877 717,84	0,72
INDITEX	EUR	91 722,00	2 049 986,70	1,67
ING GROUP NV	EUR	114 886,00	1 081 077,26	0,88
INTESA SANPAOLO SPA	EUR	1 179 152,00	2 287 319,05	1,87
IPSEN	EUR	5 576,00	629 251,60	0,51
JC DECAUX	EUR	23 006,00	564 107,12	0,46
KBC GROUPE	EUR	38 552,00	2 185 127,36	1,78
KONINKLIJKE AHOLD DELHAIZE	EUR	40 094,00	885 075,05	0,72
KONINKLIJKE DSM NV	EUR	25 716,00	1 837 151,04	1,50
KONINKLIJKE KPN NV	EUR	591 750,00	1 514 880,00	1,24

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2018 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
KONINKLIJKE PHILIPS N.V.	EUR	39 769,00	1 230 055,17	1,00
L'OREAL SA	EUR	8 985,00	1 807 782,00	1,48
LEGRAND	EUR	21 454,00	1 057 682,20	0,86
LINDE PLC	EUR	8 208,00	1 137 218,40	0,93
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUITTON SE	EUR	5 411,00	1 397 120,20	1,14
MERCK KGAA	EUR	7 405,00	666 301,90	0,54
MICHELIN (CGDE)-SA	EUR	21 413,00	1 856 507,10	1,52
MUENCHENER RUECKVERSICHERUNGS AG-NOM	EUR	8 336,00	1 588 424,80	1,30
NATIXIS	EUR	163 372,00	672 929,27	0,55
NOKIA OYJ	EUR	183 698,00	924 000,94	0,75
ORANGE	EUR	96 643,00	1 367 981,67	1,12
PEUGEOT SA	EUR	48 287,00	900 311,12	0,74
REPSOL	EUR	190 578,00	2 683 338,24	2,19
REPSOL SA RIGHT 09/01/2019	EUR	190 578,00	76 231,20	0,06
REXEL	EUR	91 479,00	850 754,70	0,69
RTL GROUP	EUR	15 794,00	737 579,80	0,60
SANOFI	EUR	6 407,00	484 753,62	0,40
SAP SE	EUR	30 741,00	2 672 315,13	2,18
SCHNEIDER ELECTRIC SA	EUR	35 378,00	2 112 774,16	1,73
SIEMENS AG-NOM	EUR	7 594,00	739 503,72	0,60
SMURFIT KAPPA	EUR	69 763,00	1 622 687,38	1,32
SUEZ SA ACT	EUR	59 650,00	687 764,50	0,56
TECHNIPFMC PLC	EUR	58 793,00	1 037 696,45	0,85
TELEFONICA SA	EUR	133 305,00	978 325,40	0,80
TELEPERFORMANCE SE	EUR	22 628,00	3 158 868,80	2,58
UNIBAIL RODAMCO SE REITS	EUR	12 645,00	1 712 133,00	1,40
UNICREDIT SPA	EUR	87 614,00	866 852,92	0,71
UNILEVER CVA	EUR	41 977,00	1 990 549,34	1,63
VINCI SA	EUR	6 678,00	480 949,56	0,39
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Obligations et valeurs assimilées			21 161 726,44	17,28
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé			21 161 726,44	17,28
ADECCO INT FINANCIAL SVS 1% 02/12/2024	EUR	200 000,00	200 975,34	0,16
AMADEUS IT GROUP SA 0.875% 18/09/2023	EUR	200 000,00	199 673,01	0,16
AMPHENOL TECH HLDS GMBH 2.00% 08/10/2028	EUR	100 000,00	100 266,71	0,08
ANZ NEW ZEALAND INTL 0.4% 01/03/2022	EUR	100 000,00	99 867,53	0,08
ARCHER DANIELS MIDLAND C 1.0% 12/09/2025	EUR	100 000,00	99 579,59	0,08
ASSICURAZIONI GENERALI VAR 08/06/2048	EUR	100 000,00	104 613,01	0,09
ATLANTIA SPA 1.625% 03/02/2025	EUR	100 000,00	89 216,99	0,07
ATOS SE 0.75% 07/05/2022	EUR	100 000,00	100 177,12	0,08
AUTRICHE 1.65% 21/10/2024	EUR	100 000,00	110 134,52	0,09
AVIVA PLC 1.875% 13/11/2027	EUR	100 000,00	99 781,99	0,08
AZKO NOBEL 2.625% 27/07/2022	EUR	100 000,00	108 620,68	0,09

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2018 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
BANCO BILBAO VIZCAYA ARG 3.5% 10/02/2027	EUR	100 000,00	105 605,62	0,09
BANCO SANTANDER SA 1.375% 09/02/2022	EUR	200 000,00	205 031,23	0,17
BANCO SANTANDER SA 2.125% 08/02/2028	EUR	100 000,00	93 495,41	0,08
BBVA 0.75% 11/09/2022	EUR	200 000,00	197 568,49	0,16
BELGIUM 3.00% 22/06/2034	EUR	65 000,00	81 661,28	0,07
BELGIUM 4.50% 28/03/2026	EUR	210 000,00	278 427,21	0,23
BNP PARIBAS 1.125% 10/10/2023	EUR	100 000,00	99 991,99	0,08
BNP PARIBAS 1.5% 17/11/2025	EUR	100 000,00	99 113,15	0,08
BONOS Y OBLIG DEL ESTADO 0.05% 31/01/2021	EUR	290 000,00	291 612,88	0,24
BONOS Y OBLIG DEL ESTADO 2.15% 31/10/2025	EUR	545 000,00	593 107,08	0,48
BORGWARNER INC 1.8% 07/11/2022	EUR	200 000,00	205 422,19	0,17
BPCE 4.625% 18/07/2023	EUR	200 000,00	231 362,88	0,19
BPOST SA 1.25% 11/07/2026	EUR	100 000,00	97 772,74	0,08
BRISA CONCESSAO RODOV SA 3.875% 01/04/2021	EUR	100 000,00	111 060,75	0,09
BTP 6.50% 01/11/2027	EUR	125 000,00	165 014,02	0,13
BTPS 2.15% 12/2021	EUR	265 000,00	274 095,40	0,22
BUONI POLIENNALI DEL TES 0.9% 01/08/2022	EUR	1 260 000,00	1 244 868,36	1,02
BUREAU VERITAS SA 1.25% 07/09/2023	EUR	200 000,00	200 288,22	0,16
CAIXABANK SA 1.125% 12/01/2023	EUR	200 000,00	198 254,52	0,16
CAP GEMINI 2.5% 01/07/2023	EUR	200 000,00	216 567,95	0,18
CHRISTIAN DIOR SE 0.75% 24/06/2021	EUR	200 000,00	202 733,15	0,17
CITYCON TREASURY BV 2.375% 16/09/2022	EUR	100 000,00	103 749,25	0,08
COCA-COLA HBC FINANCE BV 1.8750% 11/11/2024	EUR	200 000,00	211 384,52	0,17
COMMERZBANK AG 1.25% 23/10/2023	EUR	100 000,00	99 176,58	0,08
COMMONWEALTH BANK OF AUSTRALIA 1.125% 18/01/2028	EUR	100 000,00	99 608,77	0,08
CREDIT AGRICOLE SA 2.625% 17/03/2027	EUR	100 000,00	103 960,00	0,08
EASYJET PLC 1.75% 09/02/2023	EUR	200 000,00	206 805,21	0,17
EATON CAPITAL 0.75% 20/09/2024	EUR	200 000,00	198 911,51	0,16
EDP FINANCE BV 1.875% 13/10/2025	EUR	160 000,00	161 514,19	0,13
ENI SPA 1.00% 14/03/2025	EUR	100 000,00	98 858,22	0,08
EVONIK INDUSTRIES AG VAR 07/07/2077	EUR	100 000,00	96 531,85	0,08
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 1% 15/08/2025	EUR	125 000,00	134 782,88	0,11
FERROVIAL EMISIONES SA 1.375% 31/03/2025	EUR	100 000,00	100 587,26	0,08
FINMEC FINANCE SA 4.5% 19/01/2021	EUR	100 000,00	110 932,74	0,09
FRANCE 1% 25/05/2027	EUR	785 000,00	821 117,53	0,67
FRANCE OAT 2.5 05/25/2030	EUR	267 000,00	319 218,25	0,26
FRANCE OAT i 0.25% 25/07/2024	EUR	495 000,00	560 187,46	0,46
GERMANY 0.25% 15/08/2028	EUR	230 000,00	230 527,11	0,19
GERMANY i 0.1% 15/04/2023	EUR	435 000,00	494 756,70	0,40
GOLDMAN SACHS GROUP INC 1.375% 15/05/2024	EUR	200 000,00	200 675,48	0,16
ILIAD SA 1.5% 14/10/2024	EUR	100 000,00	91 632,88	0,07
ING GROEP NV 1.125% 14/02/2025	EUR	100 000,00	99 055,55	0,08
ING GROEP NV VAR 26/09/2029	EUR	100 000,00	95 640,75	0,08

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2018 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
INGENICO GROUP SA 1.625% 13/09/2024	EUR	100 000,00	94 258,63	0,08
INTESA SANPAOLO SPA 0.875% 27/06/2022	EUR	200 000,00	195 170,96	0,16
IRISH TSY 1% 15/05/2026	EUR	200 000,00	207 336,71	0,17
ITALIAN REPUBLIC 1.6% 01/06/2026	EUR	150 000,00	143 452,58	0,12
ITALY 1.5% 01/06/2025	EUR	313 000,00	301 156,05	0,25
ITALY BTP 5.00% 01/08/2034	EUR	70 000,00	87 154,18	0,07
ITALY BTP 6.00% 01/05/2031	EUR	130 000,00	171 930,46	0,14
ITALY BTP i 3.10% 15/09/2026	EUR	680 000,00	838 898,01	0,68
KBC GROUP NV 27/06/2023	EUR	200 000,00	200 750,96	0,16
KLEPIERRE 1.375% 16/02/2027	EUR	100 000,00	100 549,25	0,08
LA BANQUE POSTALE VAR 19/11/2027	EUR	100 000,00	103 589,04	0,08
LAGARDERE 2.75% 13/04/2023	EUR	100 000,00	104 166,58	0,09
LLOYDS BANK GROUP PLC VAR 15/01/2024	EUR	200 000,00	191 868,90	0,16
LLYODS TBS 6.5% 24/03/2020	EUR	200 000,00	223 510,68	0,18
MANPOWERGROUP 1.875% 11/09/2022	EUR	200 000,00	209 791,23	0,17
MEDIOBANCA SPA 0.625% 27/09/2022	EUR	100 000,00	95 117,81	0,08
MERLIN PROPERTIES SOCIMI 1.75% 26/05/2025	EUR	100 000,00	98 104,38	0,08
MONDELEZ INTERNATIONAL 1.625% 20/1/2023	EUR	200 000,00	210 658,63	0,17
MONDI FINANCE PLC 1.625% 27/04/2026	EUR	200 000,00	199 574,93	0,16
NATIONWIDE BLDG SOCIETY VAR 08/03/2026	EUR	100 000,00	96 326,99	0,08
NESTE OYJ 1.5% 07/06/2024	EUR	200 000,00	204 246,03	0,17
NETHERLANDS 0.75% 15/07/2028	EUR	150 000,00	155 675,14	0,13
NORDEA BANK 0.875% 26/06/2023	EUR	100 000,00	100 027,88	0,08
NORDRHEIN-WEST 2% 15/10/2025	EUR	265 000,00	295 868,14	0,24
ORANGE TF/TV PERP	EUR	100 000,00	108 297,67	0,09
PRICELINE GROUP INC/THE 2.15% 25/11/2022	EUR	200 000,00	211 839,45	0,17
PROLOGIS 3% 02/06/2026	EUR	100 000,00	112 587,12	0,09
PROSEGUR CIA DE SEGURIDA 1% 08/02/2023	EUR	100 000,00	99 741,37	0,08
PSA BANQUE FINANCE 0.5% 17/01/2020	EUR	100 000,00	100 730,82	0,08
RABOBANK NEDERLAND TF/TV 26/05/2026	EUR	100 000,00	105 120,55	0,09
RENAULT SA 3.125% 05/03/2021	EUR	100 000,00	107 882,74	0,09
REPUBLIC OF AUSTRIA 1.75% 20/10/2023	EUR	20 000,00	21 941,92	0,02
REPUBLIC OF AUSTRIA 2.4% 23/05/2034	EUR	110 000,00	134 353,40	0,11
REPUBLIC OF GERMANY 0.5% 15/08/2027	EUR	470 000,00	486 793,81	0,40
ROYAL BK SCOTLND GRP PLC 2.50% 22/03/2023	EUR	200 000,00	208 071,51	0,17
SCA HYGIENE AB 1.125% 27/03/2024	EUR	200 000,00	203 598,36	0,17
SCHNEIDER ELECTRIC SE 1.375% 21/06/2027	EUR	200 000,00	204 576,71	0,17
SEB SA 1.5% 31/05/2024	EUR	200 000,00	200 583,56	0,16
SECURITAS AB 1.25% 06/03/2025	EUR	100 000,00	100 637,67	0,08
SES SA 1.625% 22/03/2026	EUR	100 000,00	97 977,74	0,08
SMITHS GROUP PLC 1.25% 28/04/2023	EUR	100 000,00	101 096,16	0,08
SNAM SPA 1% 18/09/2023	EUR	200 000,00	200 466,30	0,16
SOCIETE GENERALE 4% 07/06/2023	EUR	100 000,00	112 241,37	0,09

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2018 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
SODEXO SA 1.125% 22/05/2025	EUR	200 000,00	204 133,15	0,17
SPAIN 1.95% 30/07/2030	EUR	170 000,00	176 780,90	0,14
SPAIN4.65 30/07/2025	EUR	620 000,00	784 796,85	0,64
SSE PLC 1.375% 04/09/2027	EUR	100 000,00	96 755,82	0,08
SUEZ VAR PERP	EUR	100 000,00	98 470,07	0,08
TERNA SPA 23/07/2018	EUR	100 000,00	100 609,32	0,08
TOTAL SA VAR 31/12/2049PERP	EUR	100 000,00	102 987,12	0,08
UNIBAIL RODAMCO SE 1.125% 15/09/2025	EUR	200 000,00	200 138,08	0,16
UNIBAIL RODAMCO SE VAR PERP	EUR	100 000,00	95 287,53	0,08
VF CORP 0.625% 20/09/2023	EUR	200 000,00	200 319,59	0,16
VONOVIA FINANCE BV 1.625% 15/12/2020	EUR	100 000,00	102 564,59	0,08
WENDEL SA 1.00% 20/04/2023	EUR	200 000,00	197 213,70	0,16
WPP FINANCE 2013 3% 20/11/2023	EUR	100 000,00	108 371,64	0,09
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Titres de créances			-	-
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Titres de créances négociables			-	-
Autres titres de créances			-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Organismes de placement collectif			3 805 122,42	3,11
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			3 805 122,42	3,11
OFI RS LIQUIDITES	EUR	872,1504	3 805 122,42	3,11
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne			-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés			-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés			-	-
Autres organismes non européens			-	-
Opérations temporaires sur titres financiers			-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension			-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés			-	-
Titres financiers empruntés			-	-
Titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés			-	-
Autres opérations temporaires			-	-
Opérations de cession sur instruments financiers			-	-
Contrats financiers			-	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Appel marge EUR	EUR	-291 570,00	-291 570,00	-0,24
EURO BUND 0319	EUR	-17,00	-5 780,00	0,00

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2018 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
EURO STOXX 50 0319	EUR	-313,00	297 350,00	0,24
Autres opérations			-	-
Autres instruments financiers			-	-
Créances			759 312,71	0,62
Dettes			-142 622,52	-0,12
Comptes financiers			26 965,99	0,02
ACTIF NET			122 477 063,77	100,00

OFI RS DYNAMIQUE
Fonds Commun de Placement

OFI ASSET MANAGEMENT
Société de gestion
20-22, rue Vernier – 75017 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Aux porteurs de parts,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif OFI RS DYNAMIQUE constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice, d'une durée exceptionnelle de neuf mois, clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période de la date de début d'exercice à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ETABLI PAR LA SOCIETE DE GESTION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

RESPONSABILITES DE LA SOCIETE DE GESTION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la société de gestion.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 2 avril 2019
Le Commissaire aux comptes
APLITEC, représentée par



Bruno DECHANCE